

Conseil national du PCF
8 février 2008

Bernard Calabuig, Vas d'Oise

Fin d'une époque

Les élections municipales et cantonales du mois de mars revêtent des enjeux d'une extrême importance. Le parti communiste y joue son implantation et son ancrage national.

Nous avons un réseau de 13 000 élus qui fait de nous la troisième force politique en nombre d'élus. Mais nous savons aussi que, malgré l'investissement considérable des élus communistes, ce qui a fait la force du communisme municipal et son ancrage territorial a plutôt tendance à s'effacer, à savoir la cohérence d'un projet national et sa traduction, ici et maintenant, dans les localités et les territoires.

Pendant longtemps, les municipalités communistes ont été vécues par les populations comme la vitrine de ce que les communistes projetaient pour la société. Nous savons que, pour de multiples raisons, les représentations mentales ne fonctionnent plus ainsi. La reconstruction d'une originalité de gestion communiste suppose un travail de réflexion et d'expérimentation que nous n'avons pas conduit ces dernières années. De même qu'il me semble nécessaire de travailler, dans le cadre du congrès, à ce que peut être l'apport original d'élus communistes dans une ville dirigée par les partenaires socialistes.

Sur le plan électoral, nous pouvons garder notre potentiel d'élus municipaux, voire en gagner. Car, sans parler de raz de marée à gauche qui, pour l'instant, ne se dessine pas, nous pouvons bénéficier de la faiblesse de mobilisation de l'électorat de droite qui s'explique par la déception que provoque la politique de N. Sarkozy. Ce qui ne signifie en rien un retour de confiance dans la gauche, les sondages montrent la coïncidence d'un Sarkozy qui chute et d'un Fillon en hausse.

Les négociations des listes montrent aussi la fin d'une époque, celle de l'union de la gauche dans son application telle que nous l'avons conçue au 20ème siècle. Pourtant, faute d'avoir construit une alternative à celle-ci, nous restons prisonniers des formes anciennes. Car l'enjeu de ces élections est aussi l'avenir de la gauche de demain. Nous sommes impliqués dans des alliances politiques qui ne reposent sur aucune construction politique globale.

En 1977, la stratégie n'était pas la bonne mais le programme commun structurait, sur le plan local, les alliances électorales. En 2001, c'est la gauche plurielle qui cimente l'union électorale. Les alliances électorales d'aujourd'hui ne reposent pas sur un socle de convergences globales. Elles seront traversées, dès demain, par les contradictions aiguës des enjeux européens, de la recomposition de la vie politique.

Fin d'une époque, car si en 1965 nous avons opté pour les listes d'union afin d'éviter que le PS ne s'allie avec le centre, aujourd'hui, force est de constater que la direction du Parti socialiste veut, sur le fond, partout où notre affaiblissement le lui permet, revenir sur la politique d'alliances à gauche pour aller vers le centre droit. Il cherche, lorsqu'il le peut, à nous y entraîner, à banaliser les alliances avec le MODEM.

Il le fait, ouvertement lors du premier tour, ou par des fusions sérieusement envisagées au 2ème tour, si le parti de Bayrou arrive en position d'arbitre.

Le Conseil national doit avoir une position claire sur cette question qui n'est pas sans conséquence sur notre crédibilité de demain. Une position confuse de notre part, qui tendrait à banaliser et rendre normal ce type de coalition, nous affaiblirait encore structurellement et compromettrait la construction d'une gauche bien à gauche.

Si le Parti communiste a eu beaucoup d'élus dans son histoire, il le doit d'abord à son ancrage constant à gauche. Il est surprenant que la première mouture du projet de résolution qui nous a été adressée ne traite pas cette question.

Pour ma part, je ne porterai pas de jugement sur les situations locales dans lesquelles les fédérations sont impliquées. Mais il faut un positionnement ferme de la direction sur ce type d'alliance, car j'ai le sentiment que la question rebondira le 9 mars au soir. Nous devons nous interroger sur pourquoi nous sommes dans cette situation et comment en sortir ? La posture difficile dans laquelle nous sommes, coincés entre le social-libéralisme et la LCR, montre toute l'urgence de contribuer à l'émergence d'un nouveau rassemblement et d'une nouvelle construction politique, à défaut de nous trouver dans une position d'isolement pour les prochaines échéances électorales.